

Médiations ou intermédiations dans les dynamiques méta-organisationnelles

Appel à proposition d'article pour un numéro thématique de la
Revue Intervention Economique/Papers in Political Economy

Au cours des dix dernières années, un certain nombre de travaux interdisciplinaires ont mis l'accent sur les notions d'intermédiaire ou d'intermédiation dans la fabrique de l'action publique. Ainsi, dans l'ouvrage collectif coordonné par Filâtre et Terssac (2005) les dynamiques intermédiaires sont au cœur de l'action publique car elles reconstruisent la nature de l'autonomie et du contrôle dans les collectifs de travail, ces dynamiques s'organisant alors autour de métiers, territoires et dispositifs. L'intermédiation y est alors définie comme situation particulière de l'action publique où l'autorité est redistribuée et les hiérarchies affaiblies au profit d'une cogestion des affaires publiques entre un nombre de plus en plus élevé d'acteurs publics et privés (Duran, 1999) ; ceux-ci coordonnent non sans tensions et morcellement, leurs initiatives sous formes de projets, conventions ou contrats (Gaudin 1999, de Maillard 2004).

Plus récemment, l'ouvrage réalisé sous la direction de Le Bianic et Vion (2008) interroge, à partir du constat d'épuisement du modèle bureaucratique de l'Etat Providence, la nature et la place des professions dans la conduite de l'action publique aujourd'hui. Dans cet ouvrage les auteurs cherchent à établir comment l'évolution de l'action publique crée des opportunités pour la professionnalisation de nouvelles activités et comment, en retour, l'intervention de certaines professions contribue à asseoir la légitimité de l'intervention publique.

Généralement, si ces travaux sur la gouvernance mettent en évidence des processus d'apprentissage et transformation de règles, ils soulignent en même temps l'hétérogénéité de ceux-ci selon les objets de la politique publique, les trajectoires de territoires et les figures d'acteurs parties prenantes et peu ou prou émergentes. Selon de Maillard (2004) qui réalise une analyse fine des politiques de la ville et des banlieues, celles-ci sont confrontées à trois types de fragmentation de l'action publique :

- une fragmentation inter-institutionnelle, issue d'une pluralité d'institutions porteuses d'intérêts divergents et agissant en fonction de règles différenciées qui sont cependant amenées à se rencontrer.
- une fragmentation intra-institutionnelle, liée à des rôles d'acteurs et fonctions ou services non clairement définis, en concurrence sur des territoires internes à l'organisation.
- et fragmentation territoriale dans la mesure où le territoire ne constituerait pas un véritable espace de redéfinition des identités et des pratiques, à partir de la concertation et de dynamiques collectives.

Certains auteurs vont alors voir dans les actions de l'Etat cherchant à surmonter cette fragmentation dans des territoires en formation, un Etat en voie de recombinaison territoriale : L'article « the governance of government and governance » de Jessop (1999) impliquait une vision d'un Etat qui n'a jamais été monolithique car toujours médiatisé dans le changement et la continuité par des acteurs qu'il faut réintroduire dans l'analyse néo-institutionnelle (Bévir et Rhodes, 2010). Les nouveaux dispositifs de réforme et d'action de l'Etat, tels que celui des pôles de compétitivité en France, semblent alors s'inscrire dans la formation d'une « métagouvernance » définie sur la base des théories inter-organisationnelles comme « un concept englobant qui modélise le rôle de l'Etat et ses instruments politiques caractéristiques

dans la gouvernance de réseaux »¹ (Jessop, 2007, p. 54). Dans ces approches, la notion de territoire possède une dimension sociétale : il est conçu comme un système d'acteurs porteurs de projets.

Les approches récentes du capitalisme cognitif soulignent dans ce sens « la figure clef du méta-organisateur » dans les réseaux marchands, connectés aux réseaux sémantiques et sociaux (Rulliani, 2000, p. 105). Il incarne de nouvelles institutions qui permettent de gouverner trois types de conflits ou tensions dans le capitalisme cognitif : autour des accès à la connaissance et aux réseaux, autour de la relation entre vie et travail et enfin autour de la distribution sociale du risque et la capacité à l'assumer selon diverses catégories d'acteurs. « Le méta-organisateur est le pouvoir émergent de nécessités fonctionnelles de relations qui doivent coordonner beaucoup d'opérateurs et beaucoup d'intérêt différents » (ibid., p. 104). Dans ces approches la notion de réseau apparaît comme formation sociale requise dans la création de valeur du point de vue des savoirs et par-là même de l'exercice des pouvoirs permettant l'accès à ces savoirs et à leur valorisation. De ce point de vue, les études de réseau ont depuis longtemps analysé les positions d'intermédiation, et insisté sur le pouvoir entrepreneurial qu'elles confèrent aux individus qui parviennent à combler un trou structural entre deux réseaux pré-existants (Burt, 1992 ; Deroïan, Steyer, Zimmermann, 2003). De même, elles ont insisté sur la capacité des individus occupant ces positions à configurer activement leur environnement organisationnel (*environmental shaping*) (Borgatti & Foster, 2003).

En matière de gouvernance territoriale, l'une des ambiguïtés de cette position est qu'elle aboutit souvent à la mobilisation de compétences proches de celles des acteurs politiques traditionnels, en ce qu'elle devient, dans des espaces interprofessionnels complexes, une « compétence du général » (Mayntz, 1983) comparable et/ou concurrente à celle des élus.

Ces considérations invitent à une approche cognitive de l'intermédiation et de la construction sociale des méta-organiseurs dans la transformation de normes et structures sociales. Elles posent simultanément la question des conditions de création de « nouveaux espaces de connaissances » (Hatchuel, 2000), et celle des logiques d'internalisation par les organisations de leurs rapports à la société et aux formes d'autorité qui la traversent (Maurice, 2008).

Si ces méta-organiseurs se construisent dans la continuité de la stratification salariale des entreprises ou des administrations publiques, il ne constituent pas moins à partir de leur position politique et projective, un attracteur différencié sur les marchés du travail. Leurs savoirs et savoir-faire reconnus sont le résultat de bifurcations et d'hybridations qui ont fait émerger des compétences singulières.

Il résulte de ces mobilités vers les méta-organiseurs des combinatoires de savoirs plus ou moins novatrices et porteuses de capacités d'innovation sociale dans les territoires, sur la base institutionnelle qui a présidé à leur création. Le terme de « médiation » serait-il plus approprié (Latour, 2001) pour qualifier ces acteurs, dans la mesure où ceux-ci ne pourraient être définis avec précision par leurs ressources et services rendus, comme cela est plus le cas pour la notion d'intermédiaire ? L'acteur dans la médiation déborderait toujours de son rôle, alors que l'intermédiaire serait « pleinement défini par ce qui le cause » (ibid., p. 328).

¹ Traduit par nous-même

La notion d'intermédiation devrait sans doute être vue de façon moins univoque et envisagée comme capacité de certaines positions sociales à déborder de leur rôle fondateur à partir de l'activité de médiation. Dans cette perspective plus dynamique, l'intermédiation porte une capacité politique de transformation ou adaptation de structures existantes, via des boucles rétroactives de l'action collective. Celle-ci implique des comportements d'adaptation créatifs des individus les uns aux autres ainsi qu'à leur environnement, transformant les représentations de leur propre rapport à l'environnement (matériel et social) et des rapports qu'ils entretiennent les uns avec les autres.

Plus concrètement la réflexion sur les notions d'intermédiaires, de médiation et d'intermédiation nous conduirait à mieux comprendre ce qui advient d'un point de vue cognitif dans le travail de méta-organisateur et par conséquent dans l'organisation et les pratiques de gestion de ces intermédiaires.

Quels outils théoriques ou méthodologiques nouveaux devons-nous envisager pour intégrer les notions d'intermédiaires, d'intermédiation et de médiation dans une approche interdisciplinaire?

Cet appel à article invite les chercheurs issus de différentes disciplines à répondre à ces questions pour apporter leur contribution théorique, empirique ou méthodologique. Les contributions pourront s'inspirer des différents axes de travail suivants :

- 1. Place et impact des « acteurs sociaux », société civile ou PME dans les méta-organisations territoriales
- 2. Intermédiaires et méta-gouvernance dans la structuration de la division cognitive du travail entre différents territoires
- 3. Rôle des technologies dans la fabrique des intermédiaires et de leur capacité de médiation entre différents réseaux et acteurs

Les articles seront sélectionnés en fonction d'une double révision en aveugle ; celle-ci sera encadrée par les membres du comité de rédaction et du comité scientifique international de la Revue Interventions économiques/Papers in Political Economy (outre les coordonnateurs de l'appel à contribution pour numéro thématique : M. Gadille, D. G. Tremblay, A. Vion). La *Revue Intervention économiques/Papers in Political Economy* a déposé un dossier pour une inscription sur la liste AERES et est en attente d'une réponse.

- date limite d'envoi des propositions d'articles : le 15 décembre 2011 (mais vous pouvez envoyer avant pour un premier avis sur l'intérêt du sujet et quelques orientations)
- date limite des réponses aux auteurs : le 15 janvier 2012
- date limite d'envoi des premières versions d'articles : le 15 mai 2012
- date limite des réponses aux auteurs : le 15 septembre 2012
- date limite de retours des papiers avec modifications si nécessaire : le 15 novembre 2012
- calendrier prévisionnel de la publication : début 2013

Les auteurs se référeront aux normes de présentation, mise en page, bibliographie et statistiques de la *Revue Intervention économiques/Papers in Political Economy* : <http://interventionseconomiques.revues.org/65> (Onglets à droite : « la Revue » puis « soumettre un article »).

Les propositions et textes sont à envoyer à :

Martine Gadille : martine.gadille@univmed.fr

Diane-Gabrielle Tremblay : tremblay.diane-gabrielle@teluq.ca

Antoine Vion : antoine.vion@univmed.fr

Et en cc : Deblock.christian@uqam.ca responsable scientifique pour la Revue intervention économiques/Papers in Political Economy

Bibliographie sommaire de l'appel :

- Bévir M., Rhodes R. 2010 *The state as cultural practice*. Oxford: Oxford University press
- Borgatti, S.P., Foster P. 2003 The network paradigm in organizational research: A review and typology, *Journal of Management*, 29, 6, 991-1013.
- Burt R. 1992 *Structural holes. The social structures of competition*, Harvard University Press.
- Duran P. 1999, *Penser l'action publique*, Paris, LGDJ.
- Filatre D., G. de Terssac (eds.) 2005, *Les dynamiques intermédiaires au cœur de l'action publique*, Toulouse, Octares.
- Gaudin 1999 *Gouverner par contrat : l'action publique en question*, Paris, Presse de Sciences Po.
- Le Bianic T., A. Vion 2008 *Action publique et légitimité professionnelle*, Paris, LGDJ.
- Maillard (de), A. 2004 *Réformer l'action publique. La politique de la ville et les banlieues*, Paris, LGDJ.
- Hatchuel A., 2000, Prospective et gouvernance : quelle théorie pour l'action collective ? dans : *Prospective pour une gouvernance démocratique*, colloque de Cerisy, coord. E. Heurigon et J. Landrieu, 29-41
- Jessop B. 1999 The dynamics of Partnerships and Governance Failure. In G. Stocker (ed.), *The new Politics of Local Governance in Britains*, Oxford: Oxford University Press, 10 p.
- Jessop B. 2007 Governance and metagovernance: on reflexivity, requisite variety, and requisite irony'. In M. Bevir. Ed., *Public governance*. Volume 1. Theories of governance. London: Sage, 230-45.
- Latour B. 2001 *L'Espoir de Pandore ; pour une vision réaliste des sciences*, Paris, La Découverte.
- Markus M. L. 2001 Toward a theory of knowledge reuse : type of knowledge reuse situations and factors in reuse success, *Journal of Management Information Systems*, 18, 1, 57-93.
- Maurice M. 2008 *La construction sociale des acteurs de l'entreprise*, Toulouse, Octarès.
- Mayntz R. 1983 The Conditions of Effective Public Policy - A New Challenge for Policy Analysis", *Policy and Politics* 11, 2, 123-143.
- Rulliani E. 2000, Production de connaissance et valeur dans le postfordisme, entretien avec Enzo Rulliani, par Antonella Corsani, *multitudes*, 2, mai, 97-110
- Steyer A. , Deroïan F., Zimmermann J.B., 2003, Apprentissage social et diffusion de l'innovation : réseaux critiques et intermédiarité, *Revue d'économie industrielle*, 103, 71-89